

2

ANTI-VOLKNA,
OU
NOTTES
D'UN
PUBLICISTE
SUR LE
SYSTEME
POLITIQUE-MILITAIRE
PRUSSIEN.

A L O N D R E S,
Chez G. M E T E R,
M D C C L X I I.

ANTI-VOLKNA

OU

NOTES

PU

PUBLICISTE

SUR LE

SYSTÈME

POLITIQUE

FRANÇAIS



PARIS

A LONDRES

CH. C. M. S. P.

M DCC LXX

LEs succès des Armes Britanniques, surtout dans le Nouveau Monde, dont les Possessions Françaises alloient être le Prix, par le Traité de Paix que la France sollicitoit l'Été dernier avec empressement, ne pouvoient qu'enfler les esperances de notre Ministère, pour de plus grandes Conquêtes. En effet, il est de notoriété publique, que Mr. Pitt ne s'est remis de sa Charge de Secrétaire d'Etat, que parceque le reste du Conseil n'a pû se résoudre à autoriser son Projet, d'enlever à l'improviste des Vaisseaux & des Possessions Espagnoles, sous le Prétexre du Traité négocié dernièrement entre les Cours de Madrid & de Versailles; Traité qui ne pouvoit que lui faire plaisir s'il avoit eu les vûes pacifiques, qu'il a affecté d'étaler dans tout le cours de sa Negociation avec la France, dont les Actes viennent d'être rendus publics. Mais dans ces mê-

mes Actes l'on voit, que la seule proposition de faire accéder S. M. le Roi d'Espagne à cette Paix, pour la rendre plus solide, a fait résoudre ce Ministre, à rompre la Négociation, quoique la proposition soit d'autant plus naturelle, que [ce Monarque avoit déjà été constitué Mediateur entre les Cours Belligerantes.

Il est donc constant que le Systême Politique Militaire Prussien a jetté de profondes racines en Angleterre, & que le flambeau de la Guerre n'ayant pû s'éteindre par les grands sacrifices que la France a voulu faire pour le bien de la Paix, l'incendie de la présente Guerre, menace de s'étendre encore plus loin qu'elle n'a été, si la voix du Peuple pour une Guerre avec l'Espagne, ramène Mr. Pitt au timon des Affaires, ou du moins si le Systême Politique Militaire Prussien continue de servir de pivot à la conduite du Ministère.

NOT-

NOTES

SUR LE

SYSTEME PRUSSIEN.

LEs bruits d'une paix prochaine s'étoient tellement accrédités, malgré leur absurdité, & on les avoit reçus avec tant de confiance, qu'on traitoit d'ennemis de la joie publique ceux qui osoient s'élever contre l'erreur. L'illusion n'étoit point de celles qui demandent, & à qui on accorde de la complaisance, parceque la consolation qu'elles donnent n'a point de fâcheux retours; celle-ci étoit un double piège tendu aux Peuples. En Angleterre, où les Ministres montroient les deux Rois disposés à la réconciliation, le Peuple devoit s'exciter à de nouveaux efforts, qu'on lui disoit seuls capables de rendre les autres Puissances accessibles aux offres de Leurs Majestés Britannique & Prussienne. Dans les Etats en défensive contre les deux Rois, & leurs Alliés, les Peuples excités à attribuer à l'opiniâtreté de leurs Souverains la continuation de la guerre, pouvoient se prendre de dégoût & de lassitude, & se prêter à regret à des efforts ultérieurs. La perspective de la paix étoit ainsi présentée sous deux points de vûe

tout-à-fait opposés. Peut-être l'artifice a-t-il été dévoilé trop-tard, ou combattu trop mollement. Le Souverain qui ne veut pas être absolu, se met à certains égards dans la dépendance de ses Sujets ; & souvent il est obligé de renoncer à leur procurer un bien-être réel, parce que leurs préjugés, ou les empêchent de le connoître, ou les font se rebuter des frais de l'acquisition. Le secours des préjugés est une des ressources sur lesquelles le Roi de Prusse a le plus compté ; & jamais Souverain ambitieux & conquérant n'entra dans sa carrière avec plus d'avantage que lui à cet égard.

Ce fut autant par goût que par politique, que Sa Majesté Prussienne adopta le Gouvernement Militaire établi par le Roi son Père. Le pouvoir arbitraire dont ce Gouvernement est le créateur & l'appui, dût flatter un Prince qui avoit fait une étude particulière des hommes, & que l'adversité avoit sans doute disposé à être leur bienfaiteur : pour faire tout le bien qu'on veut, il faut pouvoir faire à peu-près tout le mal possible. A peine étoit-il sur le Trône, que l'occasion se présenta d'employer utilement ses troupes. Avait-il formé dès-lors le grand projet d'être Législateur, il lui convenoit d'arrondir ses possessions, d'agrandir ses Etats : de quelle étendue & de quelle solidité auroit été le travail du Législateur, si le pays auquel il vouloit donner des loix, n'avoit pas eu en soi toutes ses relations essentielles ? C'étoit un malheur que le prétexte de la prise d'armes & de la
con.

conquête ne fut ni bon ni honnête. Mais la fortune le répara, ou le couvrit par le succès; & la moitié de l'Europe aplaudit sans exception à la politique qui avoit uni la Silésie aux Etats de Brandebourg. Pendant les deux années qui suivirent l'acquisition, le Monarque acheva de faire excuser ce qu'elle avoit eu d'irrégulier. On le vit, le protecteur déclaré du génie & des talens, s'appliquer uniquement à introduire les Sciences & les Arts dans ses Etats. Les Sçavans appelés & honorés à sa Cour, publièrent ses louanges, & eurent pour Echos tous ceux qui étoient leurs admirateurs, ou leurs jaloux. La promptitude avec laquelle S. M. Prussienne se rendit à ce glorieux personnage, fit oublier la conduite qu'Elle avoit tenue en 1744 & 1745. Le *Code Frideric*, & huit années d'application à l'administration intérieure, peignoient ce Prince à l'Europe entière sous des traits pacifiques. Le Prince ambitieux, le Roi conquérant, n'étoient pas même soupçonnés par les Peuples, que toujours l'extérieur séduit & persuade. Ils voyoient au contraire un Roi Philosophe, qui se faisoit de tout des idées particulières, qui méprisoit les préjugés, qui instruisoit ses sujets à les mépriser, qui sembloit enfin s'être donné pour unique tâche de rompre les liens civils & religieux qui tenoient ses Peuples en relation avec les autres Peuples, & de se faire en Europe un Etat isolé de tous les autres. Cette conduite est précisément l'opposé de celle d'un Politique ambitieux, qui se propose

de conquérir. Du temps des Romains où l'Univers plongé dans l'ignorance sur l'Etre Suprême, faisoit du culte une affaire de choix ou de caprice, une tolérance sans bornes pouvoit rendre le joug du vainqueur moins odieux. Mais depuis que la Religion existe par la conviction, la tolérance sur les différens cultes se prend pour indifférence : celle-ci paroît produite par le mépris, & elle s'attire la haine.

On auroit cru tout autre dessein à S. M. Prussienne, plutôt que celui de devenir Conquérant. Ceux qui étoient à la tête des affaires, dans les divers Etats à qui les forces Prussiennes devoient donner de l'inquiétude, ne trouvoient aucune connexion entre l'attention constante du Monarque à former & à grossir ses armées, à fournir ses arsenaux, à multiplier ses magasins, & cette hardiesse presque cinique qu'il permettoit aux Lettrés de sa Cour, contre ce que les mœurs & la religion ont de plus respectable. Comme il n'étoit pas naturel, que vû le pié où est maintenant l'Europe, un Roi de Prusse se promit de lui donner la loi par les armes, plusieurs crurent que le Militaire étoit pour ce Prince, ce qu'on l'avoit cru pour son prédécesseur, une affaire de goût, & absolument sans conséquence pour tous ses voisins. Tout-à-coup S. M. Prussienne, renfermant au-dedans de ses Etats ses principes de tolérance religieuse, se présenta à la Diète de l'Empire pour l'Avocat & le Champion de l'intolérance des Protestans. Alors il n'y eut plus d'em-

d'embarras sur sa conduite, plus d'obscurité sur ses vûes. Peu d'hommes d'Etat ignorent que le Roi Frédéric Guillaume, dans ses dernières paroles à son auguste Successeur, lui avoit remontré l'utilité politique d'un extérieur religieux. Tous se reconnurent au moment d'une metamorphose, après laquelle le Conquérant ne tarderoit pas à se produire. Malheureusement on ne s'étoit point attendu à ce changement. Autant qu'il étoit nécessaire d'en instruire les peuples & de leur faire connoître qu'on vouloit abuser du ressort de la religion pour les diviser, autant il y avoit à craindre d'irriter une Puissance, dont les coups pouvoient suivre immédiatement la menace. Les Cours que le péril touchoit de plus près, étoient persuadées que le Roi de Prusse ne demandoit qu'un prétexte: elles mettoient du secret dans leurs préparatifs de défense; & la Cour de Dresde, la plus intéressée de toutes à décréditer le titre que le Monarque se donnoit auprès des Protestans, étoit si éloignée de risquer une accusation publique dont il se seroit tenu offensé, qu'elle n'osa même avouer à ses anciens Alliés, qu'elle pouvoit avoir besoin de leur secours contre lui.

L'expérience de tous les siècles a mis en fait, que le peuple passe aisément d'un Extrême à l'autre. Mais les observateurs ont oublié de noter, que cette inconstance n'est que dans le cœur; & que l'opiniâtreté caractérise au contraire l'esprit du peuple: On l'a vu souvent prompt à haïr ce qu'il avoit aimé,

& à faire l'objet de sa pitié de l'objet de son horreur ; mais il est rare qu'il ait ravalé ce qu'il révéroit, méprisé ce qu'il avoit admiré, car il retient aussi fortement les premières impressions, qu'il conserve peu les premières affections : ses préjugés de la première espèce, cèdent à peine aux traits redoublés de la plus grande évidence. Tant de panégyriques qui n'avoient point été contestés, l'avoient accoutumé à voir dans S. M. Prussienne l'ami du genre humain. Lorsque ce Monarque tombant à l'improviste sur la Saxe, & déclarant la guerre à l'Impératrice-Reine, publia qu'il ne faisoit que prévenir une conspiration formée contre la Religion Protestante, & contre la Puissance Prussienne protectrice de cette Communion : le ton de cette déclaration, la hardiesse avec laquelle ses prétendues preuves furent présentées, affectèrent diversement les peuples, en conformité de leurs préventions ; à l'exception d'un très-petit nombre d'hommes, que les livres ou les voyages ont instruits, tout le monde s'en laissa imposer sur la nature de cette guerre & sur ses suites possibles. Partout on ignora, ou l'on méconnut, le caractère de la Puissance Prussienne & les vues du Roi de Prusse. Dans les Etats où domine la religion dont il se donnoit pour le protecteur, on écouta à regret un autre intérêt. Dans les pays, où le zèle religieux ne fait point un préjugé en faveur de S. M. Prussienne, & où à cause de l'éloignement, la réputation du Monarque s'est plus répandue que la connoissance de sa

Mo-

Monarchie , on prit une trop haute idée du génie de celui-là , & on ne reçut pas la juste idée des forces de celle-ci. Là on a espéré beaucoup , & on n'a rien appréhendé ; Ici on n'a eu ni craintes ni espérances. Dans la plus grande partie des Etats Protestans , on s'est promis des victoires du Roi de Prusse le triomphe de la Religion Protestante , & on n'a voulu rien voir au-delà. Peu s'en faut que l'on n'ait cru ailleurs , que les Souverains sont les seuls intéressés à la présente guerre : qu'une pure jalousie les arme contre une nouvelle Puissance ; & que le Roi de Prusse faisant , pour ainsi dire , assaut de gloire militaire avec ses pareils , il donne seulement un spectacle , dont quel qu'en soit le dénouement , il ne scauroit rien résulter de plus fâcheux pour les peuples , que d'en avoir payé les fraix. Ceux-là font la guerre avec passion , parce qu'ils s'imaginent voir dans ses succès la récompense de ses maux : ceux-ci murmurent contre la durée de la guerre , parce qu'ils n'en connoissent que les charges sans en sentir les périls. Les uns & les autres également dans l'erreur , font des vœux tout-à-fait différens , qui sont pareillement contraires à la tranquillité & à la liberté publique. Souhaiter la prospérité des armes Prussiennes , c'est s'offrir à la servitude , & courir au devant d'un joug inconnu à l'Europe. Souhaiter un accommodement entre les Puissances , pendant que la fortune des armes Britanniques , joint de nouveaux ressentimens à leurs premiers motifs : c'est deman-

demander la prolongation des plus fâcheux effets de la guerre, sous le masque de la paix ; c'est renoncer à retirer aucun fruit de tant de sang répandu , & vouloir que l'Europe dévastée par tant de meurtres & de ravages ne jouisse que d'une courte trêve, & que la guerre recommence bientôt avec plus de fureur.

Le Roi , les Peuples , & la Puissance de Prusse , sont un composé dont les générations précédentes n'ont point eu d'idée. On doit en croire Sa Majesté Prussienne elle-même. *Le Gouvernement tout Militaire*, dit le Monarque Historien , au Tome II. de ses élégans Mémoires de Brandebourg , pages 155 & 156 , *a influé dans les mœurs ; nous ne ressemblons plus ni à nos Ancêtres , ni à nos Voisins , &c.*

Le Gouvernement *tout Militaire* de la Prusse a pris la férocité de ceux de Sparte & de Rome , estimés militaires par la plupart des Politiques , sans avoir adopté les institutions qui tempéroient cette férocité. A Lacédémone , toutes les Loix tendoient à faire illusion à l'homme sur son esclavage : l'égalité Républicaine y avoit pour lui les mêmes charmes que la liberté , dont il n'avoit point de notions ; & il la prenoit pour elle. L'humiliation est le plus grand mal de la servitude : on ne sent point le joug dont on n'est pas plus foulé que ceux qu'on croit nés pour en être exempts. Les loix militaires étoient rigoureuses à Sparte , mais précises , & en très-petit nombre ; & elles dormoient ,
pour

pour ainsi dire, pendant la paix. Les loix civiles au contraire étoient multipliées à l'infini : elles avoient une activité perpétuelle ; & elles descendoient jusques dans les plus petits détails, afin de ne perdre aucun des objets propres à faire diversion à la triste sévérité des premières, & afin d'adoucir la rudesse de l'esprit guerrier par tout ce qui pouvoit nourrir & fortifier l'esprit de société. Malheureux au jugement de tous ses voisins, qui ne voyoient en lui qu'un Forçat, le Spartiate s'estimoit heureux sous une forme de gouvernement, dont la singularité flatoit son orgueil, & qui dériroit de ses mœurs au-lieu de dominer sur elles. Avant que de captiver les désirs, le Législateur avoit réduit & borné les besoins. L'ambition de dominer à laquelle on s'immoloit, étoit une passion de la République ; & le dernier des soldats jouissoit de cette fausse gloire, avec autant de plénitude que le premier des Généraux. Véritablement esclave, le Spartiate l'étoit par habitude & par goût, & ne pouvoit s'apercevoir qu'il le fût ; parcequ'il ne voyoit aucun homme plus libre que lui dans sa patrie. En Prusse, c'est le Gouvernement *tout Militaire* qui a plié les mœurs à ses principes ; & le petit nombre de loix civiles qu'il a dictées, porte l'empreinte de son injustice. Le Chef est un Despote, dont la volonté est la loi suprême pour tout le Peuple. L'esclavage des sujets, bien loin de leur être déguisé, est grossi aux yeux de tous par les gradations les plus choquantes. Le Roi qui
im-

imposa le joug, l'apésantit à son gré sur qui bon lui semble, & ne laisse point envisager d'autre motif de résignation ou d'encouragement, que la crainte des châtimens dont il puniroit l'indocilité: tout est rappelé à ses passions; & il ne considère les hommes, que relativement au service qu'il exige d'eux. Licurgue fit recevoir ses loix, en persuadant aux Spartiates, que leur indépendance des autres Peuples de la Grèce seroit le fruit de leur fidélité à les observer: Il leur présentoit du moins une récompense; & ce n'étoit plus une récompense chimérique, dès qu'il fut parvenu à former un intérêt national de tous les intérêts particuliers confondus & anéantis. Le Prussien a pour toute consolation, l'espérance de s'associer des étrangers qui partageront son esclavage & ses misères, & qui seront malheureux comme lui, avec lui. Il sent que le Gouvernement Militaire peut rendre ses Rois plus riches, plus puissans, plus redoutés; mais il ne voit ni bornes à leurs desirs, ni terme au devoir qu'ils lui imposent de se sacrifier à leur ambition.

Rome en son enfance fut toute guerrière. Ses Fondateurs étoient des Brigands, las du brigandage & de la vie errante, qui voulant se fixer, & former un Peuple, cherchèrent plutôt à ramasser des Compagnons, qu'à conquérir: Ils firent la guerre pour la composition & l'existence de leur Société. Sous le second de ses Rois, Rome eut une forme de gouvernement tout-à-fait pacifique. Mais Tullus son troisième Roi, fut un Prince ambitieux

bitieux & guerrier, qui eut honte de régner sur un peuple si peu nombreux, & dans un territoire de si petite étendue. De gré ou de force, il étendit sa domination; mais évitant d'altérer les institutions de Numa, il fit de sa passion de conquérir un intérêt général pour tous ses Sujets. Jusqu'à la révolution, Rome fut une Monarchie de l'espèce ordinaire, plus ou moins bien réglée selon le plus ou moins de génie & de talens de ses Rois. Lorsqu'elle fut en République; son Gouvernement fut tout-à-fait civil, & même il le devint à l'excès : ce qui y jetta le désordre & la confusion. Les Chefs, incapables d'accorder par de bonnes loix les deux ordres de la République aigris l'un contre l'autre, ne virent point d'autre moyen pour étouffer les effets de la discorde, que de distraire & d'occuper au-dehors, un peuple qu'ils ne pouvoient contenir au-dedans. Ils lui inspirèrent l'ambition des conquêtes, & le prirent autant par l'espérance du butin que par l'orgueil de dominer. Alors il fallut bien tourner du côté de la guerre une partie des anciennes institutions, ou en établir de nouvelles, convenables à cette nouvelle manière d'exister. Le Gouvernement devint militaire : mais ce fut sur un tout autre pié qu'à Sparte. Les Spartiates se promettoient de leur discipline le repos & l'indépendance de la République. Rome ne se proposa que de tenir perpétuellement son peuple en action. Ceux-là se subjugoient eux-mêmes pour se dérober constamment au joug étranger; celle.

Ie-ci vouloit combattre fans cesse au-dehors, pour se procurer la paix au-dedans. Sparte ne traitoit en ennemis que ses Citoyens: Rome déclaroit la guerre à tous les peuples de l'univers qu'elle pourroit atteindre. L'une n'étoit que Militaire, l'autre étoit Politique Militaire & s'affichoit pour Conquérante. Toutes deux répandoient également le bien & le mal sur toute la République.

Le Gouvernement Prussien, *tout Militaire*, a réuni les principaux traits de Sparte & de Rome, fans avoir leurs besoins, fans admettre leurs exceptions. Le goût du feu Roi de Prusse pour l'argent & pour le despotisme, a chargé ses sujets du joug & de la pauvreté des Spartiates; l'ambition du Roi régnant a donné à la Puissance Prussienne le caractèreistique envahisseur de la Puissance Romaine: L'un & l'autre sont maintenant inhérens à la constitution de la monarchie; le dernier détruit tout ce qui pouvoit faire excuser l'autre, & un Roi de Prusse est devenu l'ennemi de son peuple, & de tous les peuples qu'il peut aprocher.

Cette Puissance *toute Militaire* doit toujours opprimer & conquérir, parce qu'elle est toujours armée, & ne peut armer que des Forçats, vû que le Despote a lui seul intérêt à la guerre & aux conquêtes. Semblable à ces plantes gourmandes, que la trop grande abondance de leurs sels oblige à dérober le suc nourriffier des plantes qui les avoisinent, cette Puissance ne peut subsister qu'en donnant continuellement de nouveaux
pays

pays à dévorer à ses soldats trop nombreux. Peut-être n'auroit-on à craindre de sa part que des incursions, si elle pouvoit, comme un végétal, remplacer par de nouveaux jets, la chute ou le dépérissement de ses rameaux. Mais elle se donna trop tôt cette constitution, qui mit tout-à-coup ses Armées hors de proportion avec les autres classes de son Peuple. Elle entama irréparablement son propre fond de population; & son pays se refuse à cette reproduction continuelle d'hommes, qui seroit nécessaire pour ses recrues. Il faut que par achat, par artifice, ou par violence, elle subviennne à l'entretien de ses troupes. Il faut qu'elle butine, vainque, & subjugué. La marche des Romains doit être la sienne. Peut-être Sa Majesté Prussienne auroit-elle avancé aussi sûrement qu'eux vers le même but, si n'enviant pas à ses successeurs le funeste honneur de déclarer la guerre à la meilleure partie de l'Europe, Elle s'étoit tenue dans la politique inaction du Roi son Père, jusqu'à l'entier affermisement de son Gouvernement *tout Militaire*.

L'Auteur de l'*Esprit des Loix* devinoit sans doute la Puissance Prussienne, lorsqu'il posoit en fait, qu'un Etat entièrement tourné au militaire, est sûr de tout mettre sous son joug, s'il entame ses opérations avec la résolution prise de ne se laisser, ni arrêter dans sa course, ni détourner de son but, par les événemens. Mais ce Politique hardi la considéroit à son point de perfection &

de maturité, tandis qu'elle étoit en son enfance; & donnant, à son ordinaire, pour des principes généraux les inductions qu'il tire de quelques traits frapans de ressemblance entre plusieurs Etats, il a assigné à la Puissance de Prusse le même sort qu'à la Puissance de Rome. Le Roi de Prusse a certainement pris les Romains pour modèle: Mais il a manqué ce modèle dès ses premiers pas; & il s'est abandonné dans la même carrière qu'eux, avant que d'avoir les mêmes avantages. Les Romains étoient environnés d'une multitude d'Etats, de force & d'étendue inégales, divisés entr'eux par l'émulation, la jalousie & la haine; Ils pouvoient compter que la ruine de l'un étant un spectacle agréable pour un autre, ils trouveroient autant d'Auxiliaires & d'Alliés qu'ils se feroient d'ennemis; D'ailleurs les correspondances entre les Etats étoient extrêmement bornées, ceux qui n'étoient pas contigus avoient à peine entr'eux quelque relation; les terres situées au de-là de l'Arno étoient, pour ainsi dire, les terres Australes pour ceux qui habitoient aux bords du Tibre. Rome étoit certaine d'avoir affermi sa domination sur tous les petits Etats de son voisinage, avant que les Etats capables de s'opposer à son ambition & à sa puissance naissantes, fussent instruites qu'il leur importoit d'en arrêter le cours. Enfin Rome avoit sur tout ce qui l'environnoit une supériorité décidée, au moyen de laquelle il étoit inévi-

inévitables qu'entraînant tout ce qui seroit en son chemin, elle se porteroit un jour sur les Etats plus éloignés & plus considérables, avec une masse de forces suffisante pour les accabler.

Voilà ce qui a manqué au Roi de Prusse, & ce qui met entre la Puissance Prussienne & la Puissance Romaine une différence, que jamais la conformité des principes, & des vûes, ne pourra corriger. C'est en vain que le Monarque a espéré que la surprise suppléeroit au défaut de la désunion, sur laquelle il devoit projeter. Il n'a fait que rendre l'allarme, & plus prompte & plus forte chez les grandes Puissances, auxquelles il ne devoit marcher, qu'après avoir gagné ou subjugué les Puissances intermédiaires. On lui passera d'avoir espéré d'écraser la Puissance Autrichienne, qu'il désespéroit de mettre en défaut. Mais il ne se justifiera point devant les Politiques éclairés, d'avoir pensé que la France, la Russie, & les autres Puissances, ne seroient, ni réveillées, ni inquiétées par ses premiers coups. Il devoit connoître le Roi Electeur de Saxe, comme il connoissoit ses liaisons d'affinité avec les principaux Souverains. Il s'est fait illusion sur la façon de penser de ce Prince; & de là sont venus les périls, là s'est trouvé l'écueil de l'Ambition & de la Puissance Prussienne.

Sous le feu Roi Frederic Guillaume, la Prusse étoit, relativement aux forces & à l'harmonie de l'Europe, au même degré à

peu près de petitesse que Rome en son enfance. Des deux voyes par lesquelles un petit Etat peut se donner un Militaire, qui sorte de propotion, ce Prince dût choisir la pire : parce que son Despotisme ne lui permettoit point d'attirer à soi les Etrangers par l'apât de la licence & de la liberté ; il seroit devenu bien autrement puissant en beaucoup moins de temps par ce dernier moyen.

Les Puissances étoient fatiguées, épuisées, par la guerre que les Traités d'Utrecht, de Baden & de Stockholm, avoient terminée. Elles se seroient dissimulé un danger éloigné, pour ne pas s'arracher à un repos dont elles avoient besoin. Ainsi que le Pays des Rois Romains, ainsi que celui des Cosaques au siècle passé, les Etats Prussiens se seroient remplis d'hommes de toutes les Nations qui seroient venus volontairement se mettre sous les loix du Prince. Peut-être que les Payfans de la Pologne & de la Bohême, certains d'être élevés à la dignité d'homme libre & de citoyen, seroient accourus grossir son peuple. Mais esclavage pour esclavage, ils préférèrent celui auquel ils étoient accoutumés, & où la servitude est tempérée par la religion & l'humanité. Le Roi fut obligé d'acheter les hommes, qui se donnoient aux Romains, & de faire des soldats de tous ceux dont Rome auroit fait des chefs de famille. L'armée qu'il laissa à son successeur, étoit un corps délicat qu'il falloit éloigner du choc, parce qu'il n'y avoit point dans
l'Etat

L'Etat de quoi le réparer s'il étoit entamé. La conquête de la Silésie pouroit être comparée à la conquête d'Albe par Tullus. L'accroissement étoit à tous égards également avantageux , si on excepte qu'il y avoit un Tiers mécontent de l'acquisition ; & c'étoit un motif de plus pour s'appliquer uniquement à la joindre , à la cimenter avec la masse. Pendant plusieurs régnés , & le siècle qui les suivit , Rome n'eut que des démêlés & des disputes avec ses voisins.

Il ne faut pas donner dans le travers des Politiques spéculatifs , & attribuer à Rome une Politique qu'elle n'eut pas. Tout se réduit à des faits dont la bonne fortune de la République forma les liaisons , & qu'il plaît aux modernes de combiner pour en faire un système. Jusqu'au moment que la République Romaine , enhardie par ses premiers succès , se donna pour conquérante , elle marcha au hasard & à l'aveugle. Sa marche n'est méthodique à nos yeux , que parceque nous l'examinons d'après les événemens , qu'il plût à la Providence de diriger constamment vers un même but.

La Puissance Prussienne , à en juger systématiquement , étoit après l'union de la Silésie , au même point que Rome après celle d'Albe. Il lui convenoit de couvrir ses forces , d'acoutumer ses voisins à les voir sans les craindre , & de ne paroître occupée que de sa conservation. Elle pouvoit considérer les Etats Germaniques dont elle est envi-

ronnée, comme Rome considéra les Etats qui la pressaient de tous côtés, distinguer ceux qu'elle pouvoit vaincre ou gagner, & ceux qu'elle devoit envahir ou détruire. La Saxe ressembloit assez à ce Pays des Sabins toujours foibles, toujours battus, & jamais dociles. Ce n'étoit pas assez d'être en forces à l'accabler; il falloit amener ses Voisins ou ses Alliés à être sans intérêt sur elle, ou à n'y en avoir que pour concourir à sa destruction. Sans peut-être y avoir pensé, Rome se trouva dans cette position vis-à-vis des Sabins, lorsqu'elle frapa sur eux ses derniers coups.

La constitution de l'Europe, bien différente de celle de l'Italie dans l'enfance de Rome, ne permettant point au Roi de Prusse de se faire des Alliés par les Armes, comme firent les Romains avec la plupart des Latins, le Monarque a substitué à cette méthode violente tout ce que le génie & les circonstances présentes lui pouvoient fournir. Il a attaché à ses intérêts, la Maison de Brunswic par des affinités redoublées, la Maison de Cassel par des espérances d'agrandissement, la Maison de Hanovre par une ambition commune. Il avoit donné une épouse de sa famille au Roi de Suède, au Duc de Wurtemberg. Il comptoit s'être assuré du Duc de Mecklenbourg par la crainte, avoir soumis à son ascendant les Princes d'Anhalt. Il se promettoit de régner en Pologne par les factions & la jalousie des Grands, de con-

tenir

tenir au moins le Roi de Dannemarc par son goût connu pour la paix, de mettre le Sénat de Suède en défaut par des divisions intestines, de braver la Russie à l'aide de la distance, & de tromper la France en lui rappelant de vieux intérêts. On n'oseroit assurer que S. M. Prussienne ait pensé, que ces dispositions lui ouvrieroient & lui applanissoient la carrière fournie par les Romains; mais il est de fait qu'il y est entré de la même manière qu'eux. Pour être le maître des pays qui l'environnent, il ne falloit que mettre la Saxe sous son joug : il s'y présenta à la Romaine à la tête de ses Troupes; & du ton de cette République conquérante, il signifia au Roi Electeur qu'il falloit le combattre, ou joindre ses Drapeaux aux siens.

C'est là le trait de l'Histoire de nos jours le plus favorable aux Panégyristes de la Politique Prussienne. Un mot du Souverain de la Saxe donnoit au Roi de Prusse cette supériorité nécessaire pour le rôle qu'il prenoit; & en aplanissant la marche des Armées Prussiennes vers les Puissances capables de leur faire tête, ce mot les portoit tout-à-coup à leur destination. Quoi de plus sçavant & de plus exact, *disent-ils*, qu'une combinaison, à la perfection de laquelle il ne manque qu'un mot? Où trouver plus de justesse politique que dans un plan, où tous les obstacles à l'acquisition du réel de la Monarchie universelle en Europe sont rapellés & réduits à la *rénitence* d'un seul Etat conti-

gu , désarmé , enfin absolument hors d'état de soutenir son refus ?

Il est vrai que cette association du Roi , Electeur de Saxe , soit volontaire , soit forcée , étoit un coup décisif. Mais c'est précisément parce qu'elle étoit un préliminaire essentiel , qu'il étoit moins prudent d'agir d'après sa supposition. Lorsque S. M. Prussienne désespéra de réduire le Souverain , Elle entreprit de conquérir le pays. Cette conquête qui devoit être rapide , traîna en longueur ; & le Monarque irrité s'en vengea en déployant sur ce malheureux pays tous les fléaux de la guerre & de l'opression. Cette vengeance le fit haïr , tandis qu'il falloit uniquement se faire redouter. La Puissance Prussienne qui devoit se répandre comme un torrent , ayant éprouvé comme une Puissance commune le flux & le reflux de la fortune des armes , son Chef dût regretter de s'être fait connoître. Son rôle étant manqué , il ne pouvoit rien lui arriver de plus heureux que la permission de se retirer ; & peut-être que le conflict des préjugés où l'Europe étoit encore à son sujet , la lui auroit fait obtenir , s'il avoit moins laissé apercevoir qu'il ne se retireroit que pour revenir un jour mieux préparé , & plus certain de réussir , reprendre le même personnage dans des conjonctures plus favorables. Souvent les Romains ont été obligés de céder ; & malgré leur résolution prise de ne se laisser ni arrêter dans leur course , ni détourner de leur

leur but, par les événemens, il leur a fallu reculer. Mais ils s'étoient réservé quelque ressource dans la crédulité des ennemis qu'ils vouloient endormir. Ou le prétexte de la guerre jettoit une teinte d'équité sur leur prise d'armes; ou bien ils s'étoient montrés généreux dans leurs opérations; & le génie envahisseur masqué par des vertus de détail, étoit caché à ceux qui auroient eu la force & le courage de combattre jusqu'à l'extrémité pour s'y dérober. Hiéron, Philipe, les Grecs Achéens, Antiochus, Mitridate, traitèrent avec Rome, après s'être épouvés contre'elle. Les uns crurent qu'elle leur donnoit la paix de bonne foi. Les autres trop prévenus de leurs forces & de leur habileté, se flatèrent peut-être, que l'occasion revien-droit aussi favorable pour eux que pour leur ennemi. Tous se seroient également refusés au traité, si Rome aussi indiscrete que Pir-rhus, n'y avoit fait envisager qu'une trêve, & le besoin de reprendre haleine.

La réponse des Romains à ce Prince conquérant étoit raisonnée d'après ce principe. La République n'avoit point encore alors ses vûes de conquêtes, ni son Gouvernement Militaire. Elle étoit sur la défensive. Elle avoit perdu deux Batailles; & Pirrhus affoibli par ses victoires ne lui demandoit, pour ainsi dire, rien autre chose que de lui laisser faire sa retraite sans honte. Ce fut enfin que l'éloquent Cyneas mit en opposition

dans le Sénat de Rome, les avantages d'une prompte paix, & les périls d'une plus longue guerre contre un Prince guerrier, déterminé à vaincre ou à périr, & presque sûr du premier. Ces hommes sans ambition & presque sans talens, de qui le sens commun faisoit toute la science, connurent qu'ils se perdoient s'ils laissoient respirer un pareil ennemi; & que l'unique voye pour se procurer une paix solide & durable, étoit d'ôter à Pirrus & à ses successeurs le desir & les moyens de revenir.

Le Roi d'Epire, au moment qu'il recherchoit les Romains d'accommodement, projettoit de nouvelles expéditions, & fondeoit sur leur succès l'espérance de revenir contre Rome avec un plus grand appareil. Le Roi de Prusse, dans le tems où il paroît souhaiter la paix de l'Europe, ranime ses principes *tout Militaires*, & sa haine politique. Il dispose tout pour une Reprise plus *grosse*, & plus funeste à l'Europe que sa première Partie.

Dans les preliminaires impérieux, d'une paix insidieuse où les Cours de Londres & de Berlin donnent pour des traits mémorables de la magnanimité Britannique & Prussienne, que les deux Rois daignent offrir l'oubli du passé, que le Roi d'Angleterre consente à vendre trop cher la Paix aux François, que le Roi de Prusse ne demande rien de plus que la restitution & la garantie de
toutes

toutes ses possessions , &c. Qui ne croiroit que les deux Puissances bravées , provoquées , attaquées par des ennemis jaloux & ambitieux , auroient à demander d'eux des satisfactions , & seroient parvenues à force de victoires à les pouvoir exiger ? Il n'est rien dit de leur concert pour une double surprise , qui dans l'ordre commun de la société , seroit déferée comme un crime devant les Tribunaux civils. Il n'est fait aucune mention de tant d'insultes & d'outrages faits à la Souveraineté , & à une Maison Souveraine , en qui l'Europe presque entière aime à reconnoître la Souche commune de ses Princes. On ne parle point de tant de milliers d'hommes enlevés de force pour les Armées & les Provinces Prussiennes , de tant d'or & d'argent extorqué , de tant d'effets précieux enlevés dans les Pays où les Troupes de Prusse ont pénétré , de tant de pillages méthodiques qui ont mis dans les coffres & sur le compte du Monarque la licence & la rapacité du Soldat , de tant de Villes bouleversées , détruites , ou désertées , de tant de fabriques ruinées ou transportées , de tant d'édifices démolis pour le barbare plaisir de démolir , de tant de terres dégradées , de tant de forêts gâtées , vendues , dénaturées , &c.

Les Pays que leur opulence & leur peuple nombreux mettoient en état d'arrêter la Puissance Prussienne sur ses frontières , en attendant le secours , ont entièrement changé de face.

face. Ce ne sont plus que des Déserts, qui lui feront rempart, & à travers lesquels elle pourra se porter, avec cette célérité qui lui a manqué cette fois, sur les Puissances Protectrices de la liberté générale. Bien-loin de présenter à l'Allemagne une convention, une sauvegarde, contre ces enrôlemens forcés qui violent toutes les loix reçues entre les Souverains, qui outragent l'humanité, & feroient seuls le juste motif d'une haine éternelle : le Roi de Prusse, au moment qu'il paroît souhaiter la paix, fait apesantir, & *propager*, autant qu'il est en lui, ce monstrueux esclavage. Il se trouveroit après la paix avec des armées plus nombreuses qu'avant la guerre. Le nombre de ses soldats, celui de ses sujets, seroient augmentés par la dévastation des pays voisins dont le bien-être lui faisoit ombrage. Sa puissance plus haïe, plus détestée que jamais, dans ces Etats qu'il a apauvris, pour s'enrichir de leurs pertes, attendroit-elle long-temps que des plaintes & des reproches, dictés par le ressentiment, lui donnassent un prétexte, ou une raison, pour s'en faire respecter ?

Le grief de l'Europe à la charge du Roi de Prusse n'est point un grief personnel. De même qu'on admire le génie singulier de Frédéric Guillaume, créateur du Gouvernement le plus funeste à la tranquillité & à la liberté publique, on admire le puissant génie du Prince, qui ayant voulu se signaler sur une institution aussi contraire aux notions de la bien-

bienfaisance & de l'humanité, a sçu lui donner tout l'éclat & toute la solidité que l'esprit humain pouvoit lui procurer. C'est la Puissance Prussienne que l'Europe entière craint & deteste. Plus S. M. a travaillé heureusement à perpétuer le *Gouvernement tout Militaire* qui fait le malheur de ses sujets; plus les peuples de l'Allemagne en appréhendent la contagion; plus les Souverains pères de leurs sujets en souhaitent l'anéantissement. Si les uns & les autres avoient pu espérer que la Macédoine rentreroit dans l'ordre en perdant son Alexandre, peut-être que laissant le Météore se consumer de lui-même, ils se borneraient à le resserrer dans sa sphère. Mais S. M. Prussienne en veut & à la génération présente, & aux générations futures. Les Princes ses Neveux, les Princes ses Frères, tous les Princes de sa Maison qui sont dans ses Etats, sont formés, ou se forment dans ses principes. Ce sont des Soldats, ou des Capitaines; & de tous les traits qu'on cherche dans les hommes de ce haut rang, on ne voit en eux que les traits du guerrier. Le régime, les alimens, les habits, tout sent le Militaire élevé à mépriser les commodités & les agrémens de la vie. Les divertissemens mêmes n'ont rien qui délecte, s'ils ne sont au moins une image de la guerre: Une Revûe nombreuse, une Parade où les Majors auront fait preuve de la bonté de leur coup d'œil & de la force de leur bras, sont les spectacles les plus

plus goûtés. L'esprit est cultivé, orné... A quel degré ne doit-il pas s'être exalté, pour consumer cette victorieuse bienveillance qu'ont tous les hommes, & que la divine Providence donne spécialement aux Princes, pour le genre humain ? S'il en devoit être du Gouvernement Prussien ainsi que des autres institutions politiques, dont la marche toujours lente vers leur perfection & leur période, est une progression continuelle, & constamment dirigée sur leurs premiers principes : il faudroit s'attendre, pour les générations qui suivront celle-ci, à des prodiges de Despotisme & de patience, inconnus aux siècles les plus barbares.

NOTTE SUR LE SYSTEME DE MR. G. PITT.

DEja le Ministère Britannique avoit pour les affaires du dehors la même politique que la Cour de Berlin : Sans égard pour le bien-être des autres Etats, il travailloit à se mettre au-dessus de leur ressentiment. Il avoit changé en Décembre 1756. Mr. Pitt étoit à la tête du Gouvernement, & en avoit mis les principaux emplois entre les mains de

de ses amis & de ses parens. Ce Ministre connoissoit les forces de son Pays , & les préjugés de ses Compatriotes : au lieu d'être gêné comme ses prédécesseurs , sur l'usage des uns & des autres , par des engagemens avec la Cour , il trouvoit une satisfaction particulière à s'aider de ces préjugés pour mettre toutes les forces du Royaume en action. Ses espérances se fondoient sur l'animosité du Peuple ; & il sentoit que pour la porter à son plus haut point, il falloit le fixer à ce seul sentiment. La haine invétérée contre la France suffisoit sans doute pour enflammer les esprits. Mais la passion devoit être nourrie par l'apât du butin ; & ce butin étoit au-dessous du médiocre , si les Puissances Neutres reçues en vertu de leur Neutralité à faire le commerce pour la France , mettoient les François en état de ne paroître en Mer qu'avec des Vaisseaux propres au combat. Dès-lors les Etats Neutres furent traités à peu près en ennemis. Leurs plaintes & leurs menaces furent reçues avec une égale indifférence. Ce fut par pure complaisance pour le Parti Anglois de Hollande , que le Ministère Britannique ne donna pas le desaveu formel des tempéramens proposés à la République : il auroit souhaité que les Etats Généraux eussent eu moins de patience , & qu'en augmentant les périls de l'Angleterre , ils eussent renforcé le ressort moteur de la Nation Angloise. Mr. Pitt avoit donné d'abord à ce dernier tout son jeu , par une opéra-

pération qui l'avoit érigé en Tribun du Peuple. Il avoit annoncé qu'il libéreroit la Nation des subsides Etrangers (dont elle portoit impatiemment le fardeau) en abandonnant à eux-mêmes le Roi de Prusse & l'Electorat de Hannovre. Ayant satisfait à ce premier préjugé, il tira bientôt parti de l'autre. Depuis long-tems le Peuple Anglois se croit assez puissant pour n'avoir besoin que de ses propres forces contre ses ennemis; & il pense que l'Empire de la Mer lui peut tenir lieu de tout. L'habile Ministre lui donna l'Empire de la Mer pour son unique intérêt, & lui proposa de diriger vers cet objet tous ses efforts. On lui applaudit unanimement. Tous les ordres du Royaume se livrèrent à l'esperance. L'acquisition parut certaine; on considéra peu ce qu'elle devoit coûter, parce qu'on se tint assuré de trouver à s'en dédommager abondamment, après l'acquisition faite. Voilà comment un seul homme fit changer de face aux affaires Britanniques. La France n'avoit garde d'être préparée contre un ennemi qui bravant toute méthode, & rompant toute mesure, venoit à elle en désespéré. Quoique les Puissances intéressées à la liberté de la Mer fussent aussi étonnées que la France, elles ne voulurent point risquer de faire digue à un Torrent, dont l'impétuosité ne pouvoit être de longue durée; elles remettent à se vanger de ses ravages, quand le desséchement de sa source ôtera la crainte de son retour.

LETTRE

D'UN

PATRIOTTE ANGLOIS

A MR. G. PITT.

MONSIEUR,

Vous reconnoissez dans votre Lettre extraordinaire à Mr. . . . dans la Cité, & inserée dans les Papiers Publics, que vous vous êtes soustrait aux Affaires du Conseil, parce qu'il ne vous étoit plus permis de les diriger. Vous y assurez en même tems que vous avez été recompensé de vos services, sans avoir été corrompu.

Cette assertion est le principe sur lequel vous appuiez votre défense; j'en suis entièrement d'accord avec vous.

Il est de l'honneur de S. M. de ne laisser, sous aucun prétexte, des services extraordinaires sans recompense, & n'ayant aucun Projet contraire à la Constitution du Royaume, Elle ne sauroit employer la corruption.

Mais, Monsieur, dites-moi, au nom de Dieu, comment est-il possible à tout homme équitable, de ne pas s'appercevoir de l'aveu que vous faites? Si vous êtes toujours

C

celui

celui qui dirigez le Cabinet, vous êtes le seul qui le composez tout entier.

Si chaque Membre, dont le Sentiment auroit été contredit, se fut retiré du Conseil, l'un n'étant pas plus privilégié que l'autre de prendre ce parti, il y a longtems qu'aucun n'y seroit resté hormis vous.

Parmi d'autres extravagances, auxquelles votre pouvoir excessif a donné lieu, je vous ai vu qualifié dans les Papiers Publics du Titre de Dictateur, & ici vous déclarez qu'aucun rang au-dessous de celui-là pouvoit vous satisfaire.

Mais vous devez savoir que dans la Constitution Britannique il ne se trouve point de provision pour un pareil Emploi, réel ou accidentel, formellement ou virtuellement établi: qu'au contraire on ne vit jamais qu'une fois exister un pareil Monstre parmi nous, & qu'alors son pouvoir étoit fondé sur les ruines de la Constitution de l'Etat.

Oui, Monsieur, lorsque nous avons un Dictateur, nous cessons d'avoir une Constitution. . . .; & tel étant le cas, qui hésitera de dire que celui, qui découvre une ambition d'être ce que l'on n'eut jamais la pensée que devint un Roi, mérite l'Ostracisme, fût-il aussi équitable qu'Aristide, aussi sage que Thémistocle, aussi brave qu'Epaminondas & aussi éloquent que Démosthène?

Vous fûtes d'abord, Monsieur, exciter le ressentiment du Public, en lui suggérant fausement que l'on vous avoit congédié du Conseil; & lorsque l'on fut que ce qui s'étoit
passé

passé étoit un effet de votre pure volonté, la foule de têtes à faux préjugés, comme si elle étoit déterminée à avoir tort en tout sens, fut encore plus indignée de votre prétendue corruption, que de votre abandon actuel du service public.

Quant à moi, j'ose dire que cette démarche, que vous avez faite par un mouvement de chaleur, étoit également inutile & inexcusable.

Inutile, Parce que les humbles Sentimens du Lord Temple & les vôtres, qui ont été remis par écrit au Conseil, & qui, à ce que nous espérons, seront produits pour faire voir ce dont vous êtes responsable; ces humbles sentimens, dis-je, vous auroient rendu les mêmes bons offices, si vous aviez abandonné modestement, ou du moins suspendu vos avis, au lieu de résigner vos Emplois...

Inexcusable, puisque connoissant vous-même votre toute-suffisance, comme il n'est que trop apparent que vous en êtes convaincu, vous n'ignoriez pas aussi quelle fermentation vous alliez causer dans les esprits, & les pernicieux effets qui pouvoient en résulter.

En un mot, qu'avons-vous besoin, Monsieur, de nos soupçons, tellement fondés, qu'entre les motifs secrets qui vous ont porté à un si brusque procédé, l'un étoit un trait malin d'amour-propre, vû que dans votre palliatif même vous êtes si absolument épris de votre capacité, de votre droiture & de

vosre suffisance , que vous laissez , sans le moindre remords , couler la veine que vous avez ouverte , au risque de ce qui peut en arriver.

J'ai l'honneur d'être, &c.

R E M A R Q U E S

S U R

L A C O N D U I T E

D E M R. G. P I T T.

L Orsque Mr. Pitt. entra dans le Ministère , il trouva le tout disposé à céder à son ambition. Le feu Roi , dont l'amour pour sa Patrie peut être à juste titre rangé parmi ses vertus , doit certainement avoir été extrêmement satisfait de la complaisance d'un Ministre qui favorisoit si à souhait sa passion favorite , qui répandoit le sang & les thrésors de la Grande Bretagne dans l'Electorat de Hanover ; mais avec une telle profusion , qu'aucun autre Ministre n'auroit ôsé , ou dû l'entreprendre qu'au prix de sa tête... Chaque Membre du Gouvernement concouroit à suivre ses avis , j'ai honte de le dire , avec une soumission implicite à ses volontés. On équippa des Flottes , ou leva des Régimens,

mens , on projetta des expéditions , & la Thrésorerie fournit ses millions pour être employés conformément à ses ordres.

Il exerçoit ainsi une espèce de Despotisme , étranger à notre Constitution & destructive de toutes idées de liberté , jusqu'à ce que pour la première fois , & il doit l'avouer lui même , il fut contredit sur une proposition trop précipitée , trop importante & trop injuste pour être approuvée , soit par condescendance du Roi , ou de ses Ministres. Il proposa de déclarer sur le champ la guerre à l'Espagne , dans un tems que cette Couronne nous donnoit toutes les assurances possibles du sentiment où Elle étoit d'entretenir l'amitié & la bonne harmonie qui subsiste entre les deux Nations , & qu'il est de leur intérêt mutuel de maintenir.

On conçoit difficilement , qu'il pût ou espérer ou se flatter de réussir dans une proposition aussi extravagante. Quoi ! déclarer la Guerre , & entamer des hostilités contre une Nation amie , sans ni demander satisfaction de prétendues insultes , ni une réparation de dommages , ou même sans une préalable explication de Grieffs ? Le Droit naturel , celui des Gens , les obligations des Traités , le sens commun de l'Équité & de la Raison condamnent également un procédé aussi violent & aussi injuste.

Mais que lui avoient fait jusqu'à présent les Espagnols pour exciter son indignation , & pour justifier son ressentiment ? Il n'a produit aucun exemple particulier de leur partialité

tialité pour la France, ni de Nouvelles atteintes, qu'ils eussent portés au droit que nous avons de couper du bois de Campeche, & qui est contesté depuis si longtems, ni même de leur injustice à l'égard du Vaisseau l'Antigallican & de sa Prise, ni même de quelques autres indignités, qu'il a souffertes partiellement pendant tout le cours de son administration. Mais il semble que le période, auquel il devoit résigner ses Emplois, n'étoit pas encore éclos, ou il n'étoit point encore las de guider & de gouverner; mais lorsque il eut vû de plus près le Port, vers lequel le Navire cingloit à toutes & pleines voiles, & le poids dont il l'avoit chargé, lors, dis-je, qu'il apperçut les rocs, les bas-fonds, & les bancs de sable qui menaçoient son entrée dans le Port, lors enfin qu'il découvrit les côtes couvertes des débris de la réputation des Ministres précédens, qui avoient fait naufrage, il eut la prudence d'abandonner le Gouvernail, & de se retirer dans sa loge, comme simple Passager.

Mais encore une fois, que lui avoit alors fait l'Espagne? Elle avoit prié la France de lui prêter ses bons offices envers la Grande Bretagne, afin que le Ministre de la Cour de Versailles, en dressant les articles généraux de la Paix, fît en même tems attention à des sujets de plainte mutuelle entre nous & les Espagnols, lesquels pourroient peut-être aboutir dan la suite à une rupture entre les deux Couronnes, & troubler la tranquillité de l'Europe. Qu'y avoit-t-il là de si injurieux
ou

ou de si offensant, qui pût justifier la déclaration de guerre de la Nation, ou particulièrement la conduite du Ministre, qui avoit ressenti avec un esprit trop passionné, quelques indignités, quelque injustice de la part des Espagnols?

Peut-être que Mr. de Bussi avoit outrepassé sa Commission, s'en acquittant avec trop peu de ménagement; ou si cette Lettre pouvoit avec raison nous causer de l'ombrage, pourquoi n'en avoir pas demandé l'explication, ou exigé de Copie, on ne nous l'auroit pas refusé. „ Non, mais certainement les Espagnols „ nous d'écarteront la Guerre. Prevenons „ les”: Lorsqu'on objecta fortement qu'ils y penseroient deux fois avant de déclarer la Guerre à ce Royaume: „ Je ne veux pas leur „ donner le tems de penser, répondit vivement notre Ministre. C'est aujourd'hui le „ vrai tems; écrasons toute la Maison de „ Bourbon. Mais si les Membres de ce Conseil font d'un autre avis, ce jour est le „ dernier que j'aurai part à ses délibérations. „ Je fus appelé au Ministère par les suffrages du Peuple; c'est à lui, que je me tiens „ comprable de ma conduite. Je dois des „ remerciemens aux Ministres du feu Roi pour „ leur assistance. J'ai servi ma Patrie avec succès; je ne pretends pas plus être responsable des opérations de la Guerre, qu'autant que j'en ai eu la direction.” Cette dernière déclaration n'étoit rien moins qu'équivoque; c'étoit demander franc & ouver-

tement une autorité sans bornes & une obéissance sans réserve.

L'illustre Lord qui présidoit à ce Conseil, homme à qui l'âge a ajouté la Sagesse que donne l'expérience, sans avoir rien ôté de sa vigueur & du feu de la jeunesse; homme dont les talens naturels & acquis sont sans contredit aussi distingués que ceux dont le Personnage en question pourroit se glorifier, lui qui étoit le plus téméraire qui ait jamais dirigé les affaires de cette Nation, lui fit cette réponse de sens froid. „ Je vois que Monsieur est ré-

„ solu de nous quitter. Je ne saurois dire

„ non plus que je suis fâché de sa retraite,

„ parce qu'autrement il nous auroit sans dou-

„ te obligés de le quitter nous mêmes. Mais

„ si Monsieur est dans l'intention de s'arro-

„ ger le droit de conseiller S. M. & de di-

„ riger les opérations de la Guerre, à quel

„ propos sommes nous convoqués à ce Con-

„ seil? Lorsqu'il se dit responsable au Peu-

„ ple, il ne tient pas le langage de la Cham-

„ bre des Communes; & oublie qu'étant

„ présent à ce Conseil, il est uniquement res-

„ ponsable au Roi. Cependant, quoiqu'il

„ soit peut-être lui même convaincu de son

„ incapacité, il veut que nous en soyons

„ également convaincus, avant que nous

„ puissions soumettre nos lumières à sa di-

„ rection, ou tomber d'accord sur les mesu-

„ res qu'il propose”.

Il supporta l'aigreur de cette & réponse, sans

sans aucune réplique ; mais il étoit allé trop avant, quoique peut-être non sans regret, pour pouvoir s'en dire. Aussi résigna-t-il les sceaux, qui furent repris avec plaisir & fermeté, à quoi il ne s'étoit vraisemblablement point attendu. Sa M. exprima avec sa bonté ordinaire le chagrin qu'Elle avoit de la perte d'un aussi habile Ministre, & pour témoigner combien elle étoit satisfaite de ses services, Elle daigna généreusement lui offrir quelques récompenses, suivant le pouvoir de la Couronne. Ensuite elle ajouta, que quant aux mesures proposées, il se seroit certainement trouvé fort embarrassé de savoir comment il auroit agi, quand même tout le Conseil se seroit réuni en faveur de son opinion. Ce sentiment fait au Roi un honneur infini, en ce qu'il maintient non seulement une prérogative de la Royauté que ce Prince doit à jamais conserver pour le bien de son Peuple, mais enfin en ce qu'il soutient les plus nobles prérogatives de sa raison, de son entendement & de sa conscience : Mais il est bien apparent que ces prérogatives ne furent jamais un objet de l'attention de Mr. Pitt. Cependant cette faveur, qu'il reçut, le toucha sensiblement : *J'avoue*, Sire, „ dit-il, que je n'avois que trop de raisons de „ croire que je déplaisois à V. M. Je ne m'é- „ tois point préparé à recevoir une marque de „ bonté si singulière. Pardon, Sire, elle est „ au dessus de moi, elle me serre le cœur”. Il fondit en larmes.

Le Lendemain il établit avec le Lord B***, sa Pension & le Titre de Madame son Epouse, l'un & l'autre apparemment de son propre choix. D'abord ses amis s'inscrivirent en faux contre la Pension, que l'on disoit qu'il avoit acceptée, ils traitèrent ce bruit de bas & honteux Artifice pour noircir sa réputation, & parlerent avec horreur de cette Pension, comme n'étant pas convenable qu'il la reçut d'un maître qu'il n'avoit pas jugé à propos de servir plus longtems. „ Quel titre, s'écrioient ils, peut approcher de celui lui d'être nommé le Ministre zélé de sa Patrie, le Ministre du Peuple? Quel honneur peut réjaillir sur sa postérité égal à la vérité de l'Histoire, *qu'il a sauvé sa Patrie de ruine & de reproche, en l'élevant au faite de la gloire & la prospérité*”?

DISCOURS

SUR LES

MOTENS & la NECESSITE

DE CONTINUER

LA GUERRE. *

Q Uelque contraire à l'opinion commune que paroisse la proposition, que la Nation est aujourd'hui plus en état de continuer la Guerre, que lors de son Commencement, j'espère néanmoins qu'elle paroîtra susceptible de quelque vérité, si l'on fait attention, que la force de la Nation consiste plus dans la valeur & *La bravoure de ses Soldats* que dans le nombre de ses habitans, plus dans *la Grandeur de son Credit* que dans ses richesses actuelles, plus dans sa *reputation*

* Ce discours est encore un fruit du Système de Mr. Pitt, qui durant la Negociation de la Paix avec la France ne pensoit qu'aux moyens de persuader la Nation pour la continuation de ses dépenses ruineuses, & de l'entraîner même dans une nouvelle Guerre, en attaquant les Vaisseaux Espagnols avec la même bonnefoi qu'on a attaqué les François en 1755.

tion d'exploits Militaires, que dans l'étendue de sa puissance. Si l'on admet cette supposition, ne s'ensuit-il pas, que la force de la Nation est maintenant plus considérable qu'elle n'étoit au Commencement de la Guerre? ces trois moyens de force ne s'étoient point encore déployés, comme elles ont fait depuis ce tems-là.

Mais aujourd'hui que nos Armes ont été mises à l'Epreuve de tous côtés, & qu'elles se sont montrées si victorieuses, qu'hormis une seule occasion, à peine l'Ennemi a pû faire face à nos Troupes, soit sur terre, ou sur mer, quoique même supérieur en nombre, ne doit-on point convenir qu'en cette partie de notre force, qui consiste dans *la bravoure de nos Soldats*, la Nation est dans le période d'épreuve supérieur à ce qu'elle étoit au commencement de la Guerre?

Quant à notre *Credit* ou à notre opulence, qui constitue la seconde partie de notre force, j'estime qu'à la honte de nos Ennemis & contre leur unique espérance, ce Credit paroîtra à présent plus étendu qu'il ne l'a jamais été, malgré l'accroissement considérable de la Dette nationale, ou le prix actuel des Actions.

On peut se rappeler, qu'avant la Guerre on représenta généralement, & peut-être à dessein, que le Credit public étoit à son plus haut degré; qu'on ne pouvoit supposer de Taxes ultérieures: qu'ainsi il falloit digérer toute violence ou injustice, plutôt que de
courir

courir les risques d'une autre Guerre. Il n'est plus douteux, que ces fausses, mais flatteuses représentations, dont les Agents François sont si empressés à se prévaloir, ne fussent les fondemens sur lequel la France appuyoit ses procédés, qui lui ont été si funestes jusqu'à ce jour. Cependant nous avons vu, que malgré l'augmentation considérable de notre Dette nationale, le paiement des intérêts, au moyen d'une prudente réduction faite ci-devant, n'excède pas aujourd'hui de beaucoup ce que l'on payoit à cet égard avant la Guerre.

Ainsi, si l'on ajoute à cette Consideration, le grand accroissement de Commerce depuis ce tems-là, la vaste étendue du Credit public, que nous avons incontestablement acquis par nos succès, & qui par diverses circonstances étoit au moins précaire, dans le commencement; si, dis-je, nous considérons tout cela, ne s'ensuivra-t'il pas, que dans ce second article de notre force, nous sommes plus puissans que jamais, non seulement parceque notre Credit & sa sûreté sont mieux établis par nos succès; mais aussi, de ce que les sommes que nous payons pour les intérêts, ne sont pas plus considérables par cette réduction, tandis que nos facultés & l'idée de notre seureté sont augmentées par l'accroissement de notre Commerce.

Il est sorti du Royaume, il est vrai, de grosses sommes, pour soutenir nos braves Alliés dans le Continent; mais plusieurs, qui
peut-

peut-être sont mieux instruits des faits, en égard à ce que nous sommes une Nation commerçante, sont d'avis qu'il importe à notre Gloire & à notre honneur, & qu'il est de notre intérêt essentiel, qu'un Ennemi invétéré ne nous approche de trop près, & qui s'il étoit victorieux, pourroit alors aisément augmenter sa puissance, jusqu'au point, de nous faire appréhender chez nous le Danger, du moins de causer une interruption dans le Commerce, supposé qu'il ne fit rien de plus. Outre cela c'est un moyen d'épuiser les trésors de l'Ennemi, de diminuer le nombre de ses sujets, de deshonorér ses Armes, & de les rendre par-là moins capables de succès sur terre, & d'exécuter d'autres projets: ce qui doit nous porter à nous en tenir à ce moyen aussi longtems qu'il est possible. Tous ceux, donc, qui font cas de la prospérité dont nous jouissons ici presentement, exempts des calamités que souffrent les pays où le théâtre de la Guerre se trouve établi, consentiront de bon cœur, sans doute, à porter encore le fardeau des dépenses pour la Guerre dans le Continent, comme nécessaires pour détourner de nous ces calamités, & reduire nos Ennemis à accepter nos conditions de Paix. Aureste, les trésors ainsi transportés hors du Royaume, doivent, suivant toute apparence, y rentrer en abondance au retour de la Paix, si-non ils seront employés à acheter la tranquillité future, la sûreté, la Gloire, & la prospérité, fondemens des plus grandes Richesses.

Quant

Quant à la dernière branche de notre force, laissons à part la prise & la ruine des trois quarts de la Marine de la France, le reste hors d'état de servir, la perte totale ou l'interruption de son Commerce & Credit, la prise ou la ruine de la plupart de ses Isles, Ports & Colonies, dans toutes les Parties du Monde (circonstances humiliantes qu'elle n'a point éprouvé si sensiblement dans aucune des Guerres precedentes), en un mot laissons à part les progrès extraordinaires que nous avons fait d'une maniere si etonnante par tout le Globe à leur honte & à leur desavantage, laissons les, disje, à part; & si ce ne sont pas des marques de la bravoure superieure de nos Troupes, au moins ils manifestent les faveurs particulieres du Ciel, ou, si ils l'aiment mieux des coups de la fortune. Voila la reputation que nous nous sommes acquise par nos armes, & celle dont nous ne pouvons nous glorifier au commencement de la Guerre.

A ces différents parties de notre force actuelle, outre celle au commencement de la Guerre, ajoutons ce qu'on n'avoit encore jamais vû ici avant cette Epoque; j'entends, cette parfaite & entiere unanimité de sentimens, qu'on ne sauroit asser louer & admirer, unanimité sous les glorieux auspices d'un jeune Roi, également excellent & vertueux, les delices & la Gloire de ses sujets; article de force, qui seul doit servir à affermir les trois autres: article qui, joint au reste, nous rend aujourd'hui plus puissans que nous

nous n'étions avant la Guerre, & parconsequent plus capables de la continuer, s'il est nécessaire; cet article enfin, doit nous inspirer de la résolution & de la fermeté, à la pousser, en cas que l'Ennemi refuse de donner les mains à une paix aux conditions raisonnables & équitables qui lui sont proposées.

Sic. Mundus. . .

E X T R A I T
D E
T R O I S L E T T R E S
D ' U N
N E G O C I A N T A N G L O I S
À S O N
C O R R E S P O N D A N T à L I S B O N N E ,

*Sur la Rupture de la Negociation de Paix,
& sur la Conduite & la Rupture
avec L'ESPAGNE.*

L E T T R E I.

Londres le 29. Sept. 1761.

MONSIEUR,

Toutes nos esperances sont évanoüies,
& le retour prochain de Mr. Stanley,
qui a dû partir de Versailles Vendredi dix-
huit de ce mois, nous annonce la continuation
d'une Guerre qui fera à la fin tomber notre
Commerce, malgré tous nos succès, toujours
enfiés dans nos papiers publics. Je ne fais
D quel-

quelle peut être la Politique de Monsieur Pitt en refusant les conditions avantageuses que la France nous a proposé, mais je n'ignore pas, que l'épuisement de nos Fonds, l'espoir de rentrer dans l'Isle de *Minorque*, de rester en possession du *Canada*, & de nous dégager enfin d'un Allié onereux, auroit dû amener notre Ministère à une paix utile à la Nation, & glorieuse pour Sa Majesté.

La Guerre a ses momens orageux; les prospérités n'ont qu'un tems; & il peut fort bien arriver, que dans un an ou deux nous soyons contraints de demander nous-mêmes la paix que nous rejettons aujourd'hui avec hauteur, & que nous fassions alors des propositions aussi avantageuses à la France que celles que nous venons de refuser. Qui fait même, Monsieur, qui fait si l'*Espagne*, qui nous demande une Justice qu'on lui denie depuis longtems, ne pourroit pas profiter de la Continuation de la Guerre pour se vanger: Je ne suis qu'un Negociant, mais mon Interêt m'éclaire sur les dangers que la *Grande Bretagne* peut courrir, & je crains que les succès qui nous enorgueillissent, ne finissent par nous appauvrir. Ce n'est pas la première fois, qu'au comble des succès, nous avons éprouvé la misère: Le Duc de Malborough vainqueur des *François*, ruina l'*Angleterre* par son obstination à continuer une Guerre, dont la gloire de l'Etat n'étoit que le prétexte, & le desir de perpétuer son autorité, la véritable cause.

A Dieu ne plaise que j'impute des vûes aussi peu citoiennes à notre Secrétaire d'Etat ; mais enfin , je crois qu'il aura à se reprocher d'avoir rejeté les propositions de la *France* , & de n'avoir pas satisfait l'*Espagne* , dont l'Intérêt de notre Commerce exige que nous conservions l'amitié. A l'égard de la *France* , il arrivera , Monsieur , que si nous continuons à lui faire la Guerre heureusement , nous serons , à force d'être épuisés , obligés de faire la Paix avec elle aux conditions que nous refusons ; & que si la chance tourne , nous serons contraints de traiter moins avantageusement.

Les talens de Mr. *Pitt* sont vastes , je le veux , mais depuis longtems les vrais patriotes , les hommes sincèrement *Bretons* , les voient obscurcis par une animosité qui finira par augmenter le nombre de nos ennemis , & par mettre le comble au discrédit de nos papiers publics , qui baissent de jour en jour.

L'Emprunt de huit millions sterling que le Ministère Britannique avoit traité comme une affaire de commerce , & qu'il crut , ou feignit de croire terminé avec demi douzaine de Négocians de Londres , a été traversé par la découverte de la Charlatanerie du Ministère. Les Négocians qui sembloient avoir pris la dette pour leur compte , & ne chercher que des croupiers , ont refusé jusqu'à leur nom , quand ils ont vu , qu'au lieu du concours auquel ils s'attendoient , il ne leur venoit que de steriles éloges , sur le service

qu'ils rendoient à l'Etat : ils se sont affichés pour simples Courtiers du Gouvernement ; & bientôt ils ont rendu la commission.

Comme il est notoire que la masse qui est maintenant dans la circulation, ne surpasse pas quinze millions, chacun a senti que l'emprunt venant à être pris sur ce qu'il produiroit à l'Echiquier, ces nouveaux Créanciers deviendroient incessamment les plus onéreux, & les moins dignes de faveur. On n'a pas même osé y risquer le Papier, parce que toute suspecte qu'est sa première nature, elle l'est encore moins que la nouvelle qu'il auroit prise. Le Ministère qui avoit compté sur cet emprunt, ne pouvoit plus s'en passer ; & la somme étant trop forte pour être procurée par d'autres opérations d'un plus grand détail, il a fallu essayer d'éblouir par l'appât du gain. * D'abord, on n'a demandé qu'une

* L'Imposition nouvelle, qui surpasse considérablement toutes les précédentes, a effrayé tout le monde. Les Hollandois seuls, que le gros intérêt de 5 pour cent aveugle, tiennent bon. Ils vendent & leurs maisons & leurs Obligations, pour envoyer en Angleterre l'argent comptant, sans penser au bien public, étayé par les Loix de la Nature & des Gens, qui défendent pareilles exportations, parcequ'elles ruinent à la longue les Etats qui les souffrent, & les rendent esclaves des Volontés impérieuses de leurs voisins ambitieux, qui ne visent qu'à les engloutir, quand le manque d'alliés, uni à celui du Comptant, les laissera hors d'état de s'opposer à leurs Violences.

qu'une partie comptant aux Prêteurs, & on leur a accordé jouissance de l'intérêt du tout. Ensuite, l'annuité a été offerte double, & presque triple, à ceux qui payeroient les Actions en espèces. Enfin chaque Action de 100 livres donnant à son acheteur un billet gratis d'une Loterie, dont un billet est estimé de 3 livres, le Gouvernement se trouve payer 7 pour cent du Papier qu'on lui prête, & qui lui coutera peut-être jusqu'à 14 pour être réalisé. De ce premier embarras, il faut absolument qu'il tombe dans un autre encore plus fâcheux: plus il aura reçu d'argent comptant de ces nouveaux créanciers, plus il recevra du Papier dans la levée des impositions; & l'exportation des deniers, qu'il ne sçauroit éviter (pas même pour l'Amérique, où les Colons refusent d'échanger leurs denrées pour les Troupes, contre le Papier le plus autorisé) rendant l'espèce plus rare dans les trois Royaumes, quel monstrueux Change ne sera-t'il pas obligé de payer aux Hollandois & aux Hambourgeois, pour les Remises qu'il doit faire en nature à ses Alliés en Allemagne?

Entre l'Angleterre & la France, la différence est précisément la même qu'entre deux Seigneurs; dont l'un a déjà ses terres en décret, & l'autre craint d'exposer les siennes à y être mises. Le premier cherche ressource, & la veut trouver à quelque prix que ce soit. Le second est plus circonspect, à mesure que sa nécessité devient plus pressante. Il se roi-

dit contre le présent, pour se dérober à un avenir fâcheux ; tandis que l'autre, dont le sort futur est déjà décidé, sacrifie tout pour se tirer d'un embarras présent.

J'ay l'honneur d'être &c.

L E T T R E II.

Londres le 4 Janvier 1762.

MONSIEUR,

C'Est que j'ai prédit dans ma dernière Lettre, vient d'arriver ; mais il me paroît que Mr. *Pitt*, qui s'est retiré du Ministère depuis que j'ai eû l'honneur de vous écrire, s'est contenté d'exciter l'orage en laissant au Comte d'*Egremont* le soin de l'écarter. Notre Cour fut informée dans les premiers Jours du Mois d'Octobre, que les Cours de *Versailles* & de *Madrid*, on plutût que les deux branches de la Maison de *Bourbon*, venoient de se réunir plus intimement par un Traité. L'inquiétude a saisi notre Ministère, quoique ce Pacte de Famille, fait en Août dernier, & les efforts étonnans de la France pour obtenir la paix, malgré la Conclusion de ce Traité, dûrent prouver qu'il n'étoit que *deffensif*. Mais comme on avoit résolu de faire la Guerre à l'Espagne, les ordres les plus précis & les moins ménagés ont été envoyés

envoyés à Notre Ambassadeur à *Madrid*, de demander une prompte communication du *Traité*, & d'annoncer, en cas qu'on la lui refusât, qu'il alloit se retirer & que Notre Cour prenoit ce refus pour une déclaration de Guerre. Convenez que cette conduite ne porte point avec elle l'empreinte de cette circonspection, que la politique vouloit que nous eussions avec une Puissance que nous devions ménager. Le Roi *Catolique* revolté des hauteurs de Notre Ministère, qu'il ne confond point avec le Caractère de Notre Jeune Roi, a répondu au comte de BRISTOL, qu'il pouvoit partir quand il le voudroit, & que le ton impérieux du Ministère Britannique annonçoit d'avance ses desseins.

La mésintelligence a été suivie d'une *Déclaration de Guerre*, qui vient de se publier solennellement dans tous les quartiers de cette ville; cette démarche qu'on attribue à Mr. Pitt, va faire changer la face de nos affaires, & mettre le comble à l'épuisement de la Nation.

Nos Politiques se flattent que la *Hollande*, avec laquelle nous avons le *Traité* que vous connoissez, sera de notre partie; mais vaine imagination? Pouvons-nous esperer, Monsieur, que cette sage République, qui a conservé jusques-ici la *Neutralité* au milieu des troubles qui affligent l'*Europe*, ira se mêler dans une Guerre, qui ne peut lui devenir personnelle, que dans le cas où le desir de voir redresser les grands torts que nous lui avons

faits en tout & partout, contre les Traités, l'engageroient avec raison à se déclarer contre nous. Comment aura t'on le front de la sommer d'observer le Traité en question : ceux des *Anglois* qui ne s'aveuglent point sur les vastes prétentions de notre Ministère, prévoient bien que la *Hollande* repondra aux Insinuations que nous ne manquerons pas de lui faire faire par Notre Ambassadeur à LA HAYE, qu'elle n'est point dans le cas du Traité, & que les six milles hommes & les Vaisseaux qu'elle doit fournir par cette convention, ne doivent être donnés que dans le cas où nos côtes seroient menacées d'une descente par quelque Puissance aggresseurice. Mais qui a commencé les Hostilités ? c'est l'Angleterre, & par ce procedé elle s'est privée d'un Allié qu'elle reclameroit vainement. D'ailleurs, comme j'ai déjà dit, nous n'avons pas eû pour cette Republique tous les égards que nous lui devons ; & je ne doute pas, avec tout ce qu'il y a de gens sensés, que si nous voulions la contraindre à sortir de sa modération & à prendre un parti, nous serions bientôt les victimes de nos Violences, par la Resolution que nous l'obligerions par-là de prendre, de rendre sa Marine capable de la protéger.

Le Ministère, qui veut flatter le gros de la Nation, lui fait entendre, que si les *Hollandois* profitent de la maladresse que nous avons eû d'attaquer les premiers la Cour de *Madrid*, & refusent de se prêter à nos vuës, nous aurons le *Dannemarck*. Croiez-vous
Mon-

Monfieur, que l'Interêt de la Cour de *Copenhague* foit, d'entrer dans une Guerre qui ne peut lui procurer aucun avantage réel; d'ailleurs, la bonne Intelligence qui regne entre *Sa Majesté Danoise* & les *Rois de France & d'Espagne*, est un garant du peu de fondement que nous devons faire sur l'alliance que l'entoufflement du Ministère nous promet, & si même il pouvoit assez aveugler ce Monarque sur l'intérêt qu'il a de ne pas se laisser entraîner dans cette Guerre ruineuse, cela ne nous produira pas de grands secours, vû la diversion que la Cour de *Russie* ne manquera pas de lui faire en ce cas chez lui.

Comme nous cherchons des secours étrangers par-tout, on fit partir hier Mr. *Georges Pitt* pour la Cour de *Turin*, où il va remplir la place d'Ambassadeur. Mais il est à craindre, que les démarches qu'il est chargé de faire pour engager le sage Monarque à s'unir avec la *Grande-Bretagne*, seront sans succès; & les personnes qui prétendent être instruites, croient même, que les Cours de *Versailles* & de *Madrid* sont seures de celle de *Turin*.

C'étoit avant de déclarer la Guerre à l'*Espagne* qu'il falloit s'afflurer des Alliés, & non pas en chercher, après un coup de Violence comme celui qu'on vient de faire : Cette inconfidération de Notre Ministère allarme tous les bons citoyens.

J'ai l'honneur d'être &c.

L E T T R E III.

Londres le 12 Janvier 1762.

M O N S I E U R ,

J'E reçûs hier , au soir , votre Lettre du 27. *Decembre* , & je m'empresse d'y répondre , avec d'autant plus de plaisir , que je pense comme vous sur le parti que vous croiez que la Cour de *Lisbonne* doit prendre dans les circonstances actuelles.

On ignore encore , dites-vous , si votre Cour restera attachée à l'Angleterre ou si elle s'unira à l'*Espagne* , mais vous pensez que le dernier parti est le seul qui puisse sauver le *Portugal*. Quoique ce sentiment ruine ma fortune , je l'embrasse pour l'honneur de la vérité , & je ne doute pas que Sa Majesté Portugaise , dans le choix qu'elle a de deux Alliés , ne prenne celui qui par d'anciennes prétentions & la position de ses Etats , deviendrait un Ennemi dangereux , si on n'en vouloit pas pour Ami.

Le *Portugal* exposé à chaque instant aux incursions des *Espagnols* , aimera mieux les avoir pour Alliés que les *Anglois* , trop éloignés pour les secourir à propos , & toutes les fois qu'un danger imminent l'exigera.

Qui fait même , si les vûes de Notre Ministère étoient remplies , en déterminant la
Cour

Cour de *Lisbonne* à se déclarer contre l'*Espagne*; Qui fait si *Madrit*, profitant de sa supériorité, ne reclameroit point la Couronne du *Portugal*, dont elle a jouï autrefois; ces considérations & le foible état de vos forces, me font craindre que la Balance penchera pour l'*Espagne*. Si cet Evenement a lieu, quel échec ne souffrira pas notre Commerce? Vous savez, Monsieur, que les *Anglois* font seuls celui de tout le *Portugal*; J'avoue que votre Nation devenue plus laborieuse, nous auroit depuis longtems privé de cette ressource immense, si elle avoit connu ses vrais interêts, mais la nécessité des circonstances va probablement nous arracher pour toujours le *Portugal*, qui est sans contredit la branche la plus féconde de notre Commerce. Puissai-je me tromper? mais tout contribue à me faire croire que le *Portugal*, plus touché de ses vrais interêts que de ceux de l'*Angleterre*, se réunira à l'*Espagne*, qui ne peut plus vous accorder une Neutralité, dont notre Ministère peut abuser. Comme je crains cet Evenement, je vous prie jusqu'à nouvel ordre, de ne point compter sur moi pour les vins d'*Oporto* de la recolte prochaine.

J'ai l'honneur d'être &c.

NOTE D'UN PATRIOTE.

La saine partie de notre Ministère, éclairé par une facheuse expérience, regrette sans doute

doute de s'être abandonné à des Conducteurs dont la tête & le cœur s'échauffoient également, & qui ne voyoient rien qu'à travers leurs préjugés ou leurs passions. Obligé de capituler sur ses torts, combien ne doit-il pas être effrayé de leur multitude? Que ne donneroit-il pas pour avoir moins écouté ceux qui lui en ont fait grossir la liste? Pendant plus de trois ans, le Ministère Britannique, qui sçait si bien réprimer la licence de la Presse, & punir les Ecrivains, quand ils lui manquent d'égards, a souffert avec complaisance que des Boute-feux mercenaires soufflassent, régulièrement trois fois par semaine, dans les esprits de la Nation, l'animosité la plus cruelle & la plus déraisonnable: n'a pas été bon Anglois qui n'a pas insulté les Souverains & les Peuples; c'eût été manquer de courage, que ne pas mépriser hautement les autres Puissances Maritimes, & d'admettre quelque composition sur la prétention de l'Empire de la Mer & du Commerce. Cette odieuse fermentation tombe enfin aujourd'hui. La Cour & la Ville, les Ministres & le Peuple, commencent à reconnoître qu'il n'y a rien de grand, rien de fort, que par comparaison; & que la puissance n'a de réalité, que relativement à sa durée. Le peuple Anglois a été ébloui de cet appareil formidable de Marine, supérieur effectivement à ce que toutes les autres Puissances Maritimes liguées ensemble auroient pu produire. Quelques Etats mêmes, particulière-

ment

ment intéressés aux mouvemens & à l'existence du Colosse, ont paru justifier par leurs craintes, l'audace qu'il inspiroit à la Nation. On ne vouloit pas soupçonner à Londres, que ces Etats se tussent par prudence, & uniquement parce qu'ils prévoyoit que le Colosse devant nécessairement tomber de lui-même, ils risqueroient beaucoup moins en attendant sa chute en silence, qu'en le choquant pour le précipiter, tandis qu'il seroit encore dans sa vigueur.

Le tems est enfin venu, où la raison prend le dessus. L'incertitude sur les intentions de l'Espagne a disparu, & fait examiner les espérances que la présomption & l'erreur faisoient concevoir. En se disant, qu'avec un pareil Allié, la France ne manqueroit pas de relever sa Marine, on a examiné si cette Marine de France étoit en effet aussi près de sa ruine qu'on la croyoit; & on a été tout étonné de trouver que sa langueur, qu'elle pourroit soutenir pendant plusieurs années, suffisoit seule pour consumer tous les alimens de cette puissante Marine Britannique entretenue pour l'empêcher de se rétablir. Il ne falloit qu'être un moment sans prévention, pour venir à cette découverte. Les principes sont à peu près les mêmes dans le Corps Phisique & dans le Corps Politique. Les coups portés à la Marine de France n'ont point attaqué les parties nobles. Sa foiblesse actuelle vient d'un mauvais régime, au milieu duquel on l'a surprise, ou dont le Gouvernement n'avoit pas encore eu le tems de corriger les effets.

Sa

Sa langueur n'est produite que par une perte de substance, qu'elle peut retrouver dans le Royaume: Enfin, c'est par négligence qu'elle est venue à une espèce de décadence: elle peut être relevée avec la plus grande rapidité; Ce sont, pour ainsi dire, des esprits engourdis, que l'art peut reveiller par une infinité de moyens, également prompts & faciles. La Marine Britannique au contraire seroit comparée fort juste à un Frénétique, d'autant plus foible quand il est rendu à son état naturel, que les efforts qu'il a faits dans sa convulsion ont plus excédé l'action réglée de ses forces.

Il est démontré que la liberté du Commerce & de la Navigation périt, si l'Angleterre parvient à jouir en paix des possessions capables de fournir à l'entretien perpétuel d'une Marine supérieure à celle des autres Puissances: De là résulte une nécessité indispensable, pour tous les Etats qui prétendent part au Commerce & à la Navigation, de lui disputer ces possessions. Il est pareillement démontré qu'il n'y a que la paix qui puisse rendre ces possessions de quelque rapport pour l'Angleterre; & que tant qu'elle les tient par la force des armes, elle demeure chargée pour ne les pas perdre, des mêmes dépenses qu'elle a faites pour les conquérir. La conséquence se présente à tout homme médiocrement judicieux. Il aperçoit l'Angleterre qui s'épuise, pour ne pas se laisser arracher ce que bientôt elle sera obligée d'abandonner.

EX-

EXTRAIT DE LA LETTRE D'U N NEGOCIANT D'AMSTERDAM,

Du 12. Janvier 1762.

VOtre Ministère a démasqué enfin le Système qu'il s'est fait, de rendre l'Angleterre seule maitresse absolue de la mer, par conséquent du Commerce & enfin de la Monarchie universelle. Il faut être plein d'une grande prévention de l'ascendant qu'on s'est fait sur notre Republique, en osant se flatter de l'engager à prêter son secours, pour vous mettre en état d'exécuter un Dessen si temeraire, qui nous rendroit simple Province, esclave de la Grande Bretagne? Notre Gouvernement n'a pas envain la Reputation de Sageffe; il a sçu conserver jusqu'à present la Neutralité, & fait trop bien qu'il lui convient d'y demeurer, jusqu'à ce qu'il voye que l'Espagne réunie à la France ne fuffise pas pour domter l'orgueil de votre Ministère, & retablir la Balance de Pouvoir sur mer, où elle est du moins aussi essentielle que sur Terre; & que si ces deux Puissances ne réussissent pas à obtenir cet but si nécessaire, il convient que d'autres Puissan-

ces

ces se joignent à eux. Vous avez donc bien raison de craindre, que la Rupture qui vient de se faire avec l'Espagne ne mène qu'à susciter toute l'Europe contre l'Angleterre, & que les succès qui l'ont enorgueilli, produiront la perte: c'est en effet ce que tous les gens sensés pensent unanimement.

Je suis &c.

P. S. Je fai que nous ténons à l'Angleterre par certains interêts; mais l'Événement a éclairé les Sages de la Nation sur ce sujet, & ils savent que quant à nos Grieffs accumulés, nous n'en obtiendrons pas satisfaction de bon gré: il faudroit pousser l'aveuglement au comble pour l'esperer après toutes les preuves que l'on a du contraire.



De l'Imprimerie de *Samuel Ellis*,
dans le *Paternoster Row*, à Londres.

